



Reprise des manifestations de masse contre la junte soudanaise

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 03 juillet 2019

[wsws.org](#) 2 juillet 2019

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Des dizaines de milliers de personnes ont protesté dans la capitale Khartoum dimanche, exigeant que la junte militaire soudanaise remette le pouvoir à un gouvernement dirigé par des civils lors d'un rassemblement surnommé la «marche des millions». Ils ont été rejoints par des milliers d'autres dans des villes du pays à la recherche de justice pour les victimes tuées dans le mouvement pour la démocratie qui a duré des mois.

Selon l'Agence de presse soudanaise, les manifestants ont été confrontés à des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des balles réelles qui ont tué au moins sept personnes et en ont blessé 181 autres. Cela survient près d'un mois après que les forces de sécurité ont lancé une attaque contre le sit-in de masse de deux mois devant le quartier général du ministère de la défense à Khartoum, tuant au moins 128 manifestants, dont 40 personnes dont les corps brutalisés ont été jetés dans le Nil, blessant près de 1 000 autres et violant de nombreuses femmes.

Cette attaque contre des manifestants pacifiques a été menée par le général Mohamed Hamdan Dagolo, vice-président du Conseil militaire de transition (TMC) et chef des Forces d'appui rapide (RSF), une émanation des Janjaouid, tristement célèbres pour sa répression brutale de la rébellion du Darfour. Dagolo aspire à prendre la place de l'ancien dictateur Omar al-Bashir, son ancien patron, déposé par les militaires en avril.

Depuis la répression du 3 juin, la capitale est pratiquement verrouillée. Tout accès à Internet et aux médias sociaux a été bloqué pour empêcher la diffusion de l'information. Les groupes d'opposition se sont vu refuser l'autorisation d'organiser des forums publics. Les pourparlers entre l'armée et les groupes d'opposition sur la composition et les pouvoirs d'un gouvernement de transition à façade civile ont été annulés.

Suite au carnage du 3 juin, Dagalo s'est rendu à Abu Dhabi et au Caire après son voyage chez le prince héritier Mohammed bin Salman en Arabie saoudite et des voyages du général Abdel Fattah al-Burhan, chef du TMC et dirigeant de facto du Soudan, où il a été conseillé par le général Abdel Fattah Al-Sissi, dictateur égyptien, pour recevoir des conseils sur comment noyer une révolution dans le sang.

Alors que l'administration Trump a vu l'instabilité causée par la répression militaire avec une certaine inquiétude, elle a soutenu les principaux alliés de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique, qui craignent pour leurs propres régimes instables, dans leur tentative de soutenir la dictature militaire du Soudan. La monarchie saoudienne et les princes des Émirats se sont engagés à verser 3 milliards de dollars pour soutenir le TMC. A son tour, les RSF ont envoyé des milliers de ses membres pour combattre

dans l'assaut dirigé par les Saoudiens contre le Yémen.

Depuis lors, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, principal allié de Washington dans la Corne de l'Afrique, et l'Union africaine (UA) tentent de négocier un accord entre le TMC et les Forces pour la liberté et le changement (FFC), une coalition large composée de quelque 20 groupes d'opposition dont l'Association des professionnels du Soudan (SPA) qui a organisé nombre des grèves.

Alors que le porte-parole du TMC, le général Shams El Din Kabbashi a déclaré samedi que le conseil avait rejeté la proposition de l'Éthiopie et que la coalition de l'opposition avait acceptée, il avait accepté «en principe» le plan de l'Union africaine (UA), sans toutefois donner de détails sur ses propositions.

L'Union européenne a publié des déclarations pour la forme appelant au retour à un régime civil, mais sa principale préoccupation est de veiller à ce que les autorités continuent de respecter un accord sale de 400 millions de dollars – dont au moins une partie a trouvé son chemin vers les RFS pour contrôler les frontières du Soudan – visant à empêcher la migration des Soudanais en Europe.

La répression du 3 juin a servi à détruire toute illusion parmi les manifestants que les militaires représenteraient une force bienveillante qui ouvrirait la voie à une nouvelle ère de démocratie et de prospérité. En l'espace de quelques semaines, les manifestants ont organisé des manifestations de quartier et sont régulièrement retournés dans les rues des villes du Soudan. Le 23 juin, un tribunal soudanais a ordonné à l'opérateur de télécommunications Zain Sudan de rétablir les services Internet en réponse à une plainte au civil, bien que l'on ne sache pas exactement quel impact cette décision a eu.

Dans les jours qui ont précédé les rassemblements, le TMC a cherché à empêcher les FFC de faire de la publicité pour le rassemblement, l'empêchant de donner une conférence de presse, et a arrêté le directeur du comité des enseignants et un dirigeant des FFC.

Lundi dernier, des dizaines d'étudiants se sont rassemblés devant l'Université nationale de Ribat, près du quartier général du ministère de la défense à Khartoum, en scandant «gouvernement civil». Les forces de sécurité ont utilisé des matraques pour battre les étudiants et disperser la manifestation.

Les manifestations de dimanche ont eu lieu à l'occasion du 30e anniversaire du coup d'État qui a renversé le dernier gouvernement élu du Soudan, portant au pouvoir l'ancien président el-Béchir. La destitution d'Al-Bashir par l'armée a été menée dans le but d'empêcher les manifestations de quatre mois de renverser le régime de la petite clique vénale qui dirige le Soudan depuis son indépendance de la Grande-Bretagne en 1956.

Organisées par les FFC, les manifestants étaient déterminés à montrer leur opposition à l'armée, malgré les menaces de la junte de répondre par la force.

Samedi, le chef des RSF, Dagalo, avait averti qu'il ne tolérerait aucun «vandalisme» lors des manifestations, en disant: «Il y a des gens qui ont un agenda, un agenda caché, nous ne voulons pas de problèmes». Il a déclaré qu'il tiendrait les FFC «entièrement responsables de toute âme qui serait perdue dans cette marche, ou de tout dommage ou préjudice causé aux citoyens ou aux institutions étatiques.»

Il a ensuite tenté de justifier le meurtre de civils non armés en affirmant qu'il y avait des

tireurs d'élite parmi les manifestants qui avaient blessé au moins trois membres des forces armées et plusieurs civils. L'affirmation fut rejetée par les organisateurs de la marche, qui ont souligné que Dagolo avait utilisé des accusations similaires pour justifier le bain de sang du 3 juin.

Des témoins oculaires à Nyala, la capitale du Darfour-Sud, ont déclaré que les RSF avaient non seulement violemment réprimé les manifestations, mais qu'elles avaient aussi activement organisé des affrontements. un témoin a déclaré sur Twitter: «Des milliers de personnes ont été agressées sur le marché de Nyala par les RSF, à coups de fouets et de cannes, ainsi que verbalement pour les attirer dans la violence. Le marché a été fermé et entouré de véhicules des RSF, ainsi que de certains véhicules de police. Quiconque se promène sur le marché est attaqué.»

D'autres témoins ont indiqué que les forces armées avaient ouvert le feu sur des foules à el-Obeid dans le nord du Kordofan, à Kadugli dans le sud du Kordofan et à Kassala, la capitale de l'État de Kassala.

Jean Shaoul

Article paru en anglais, WSWs, le 2 juillet 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Jean Shaoul](http://wsws.org), wsws.org, 2019

Articles Par : **[Jean Shaoul](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca